

Karine Hébert. *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais (1895-1960)*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2008. xiii-290 p.

Jean-Philippe Warren

Volume 10, Number 1, Fall 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1023162ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1023162ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Warren, J.-P. (2009). Review of [Karine Hébert. *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais (1895-1960)*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2008. xiii-290 p.] *Mens*, 10(1), 143–147. <https://doi.org/10.7202/1023162ar>

questions. Il s'agit là, pour moi, d'un signe incontestable de son apport à une meilleure connaissance du fonctionnement des institutions littéraires.

— Lucie Hotte
*Chaire de recherche sur les cultures
et les littératures francophones du Canada
Université d'Ottawa*

Karine Hébert. *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais (1895-1960)*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2008. XIII-290 p.

Dans cet ouvrage tiré d'une thèse de doctorat, Karine Hébert a voulu comprendre le processus de formation identitaire qui suscite la prise de parole et l'action sociale chez la jeunesse étudiante. Avouant d'emblée son malaise face aux images d'Épinal qui sont communément galvaudées sur le sujet, Hébert situe son entreprise de connaissance dans le contexte plus large d'un renouveau démocratique. Nous avons déjà pu lire certaines conclusions de cette ambitieuse recherche dans des revues spécialisées ou des livres collectifs. L'exposition globale de l'argumentation dans *Impatient d'être soi-même* permet davantage de saisir la démarche historique de l'auteure.

La première qualité de cette étude, c'est son cadre d'analyse. Les étudiants de l'Université de Montréal sont mis en perspective – et vice versa – par rapport à ceux de l'Université McGill sur une période de 65 ans (1895-1960). Il y a là un choix judicieux pour qui cherche à saisir la construction de la jeunesse comme catégorie sociale dans le temps et dans l'espace. Une telle « histoire croisée » pourra paraître osée aux yeux de ceux qui connaissent les liens ténus entre l'une et l'autre institution universitaire ou qui savent tout ce qui sépare alors les deux établissements d'enseignement supérieur (et qui se reflète dans un désolant contraste financier) mais un tel choix prend son sens dans une recherche qui vise à dégager les conditions spécifiques

de formation identitaire. Ici, les différences sont aussi instructives que les divergences.

Pendant que McGill regarde vers l'Angleterre (Oxford) et les États-Unis (Brown, Harvard, Princeton), l'Université de Montréal a les yeux tournés vers la France. Ce n'est pas, néanmoins, la différence principale. La société de référence (Angleterre ou Canada, Canada anglais ou Canada français) creuse entre les deux institutions un fossé infranchissable. Les nationalismes des uns et des autres n'arrivent pas à se rejoindre. En outre, la religion protestante influence les valeurs associées aux étudiants. On insiste davantage à McGill sur l'idéal de « *self-control* », l'adolescent devant s'entraîner à être libre. Il faut, disent les pédagogues anglais, se connaître soi-même, et pour cela assimiler un esprit critique qui permette de s'orienter sans guide dans la vie. La méthode Sherman, qui est adoptée de plus en plus sur les campus canadiens de langue anglaise, insiste sur la lecture des Saintes Écritures et la nécessité de se faire une opinion par soi-même. Rien de tel de l'autre côté du mont Royal, où les étudiants doivent vouer un respect quasi sacré aux autorités professorales, d'ailleurs la plupart du temps religieuses. « Vous êtes des adultes, pouvait encore dire en 1959 le recteur M^{gr} Lussier, mais je ne vous considère pas absolument comme tels. » La liberté n'est pas définie comme la faculté de choisir entre le bien et le mal, mais comme celle de choisir entre plusieurs manières d'atteindre le bien. Il ne saurait donc être question, dans une telle philosophie, de tolérer la licence ou l'erreur. Dans le discours officiel, les doyens incarnent des figures paternelles soucieuses et sévères, devant lesquelles se pressent des jeunes fidèles et soumis. C'est ainsi que le libéralisme mis à l'honneur à McGill est tout à fait honni chez la gent catholique de l'Université de Montréal, qui y perçoit, à l'instar des souverains pontifes, une idéologie dangereuse. Pas étonnant que certains étudiants mcgillois en viennent peu à peu à craindre les idées de leurs confrères de langue française qui ne respectent pas assez, selon eux, le droit à la dissidence et le pluralisme démocratique.

Pour ces raisons, il n'existera pas, pendant la période étudiée, une réelle cohésion étudiante qui déborde les frontières des deux grandes universités montréalaises (il aurait été intéressant de regarder si, de part et d'autre, un lien existe avec Loyola, catholique et anglaise). Chaque groupe demeure isolé, dans une indifférence ou une hostilité latente. Du côté francophone, le nationalisme groulxien fait un nombre croissant d'adeptes après la Première Guerre mondiale. Futurs ingénieurs, bibliothécaires, dentistes ou journalistes, tous sont fils (et filles) de la nation et doivent se rassembler sous cette bannière. Le souhait exprimé par quelques-uns de voir le groupe étudiant s'enrôler dans la lutte nationale illustre bien les conflits d'allégeance des universitaires, lesquels ne savent pas toujours choisir entre plusieurs maîtres, que ce soit leurs professeurs, la nation, la classe sociale ou eux-mêmes. Karine Hébert décrit bien les hésitations et les louvoiements des étudiants qui cherchent à se positionner politiquement sans trop brusquer le pouvoir en place. À l'Université de Montréal, dans l'entre-deux-guerres, l'affrontement générationnel semble plus prononcé qu'à McGill, mais c'est aussi que les étudiants de McGill, pourtant mieux dotés et organisés, ne cherchent pas autant à créer un front unanime.

Quatre ingrédients principaux permettent de créer un esprit de corps : les associations, les journaux, les lieux de rencontre (locaux et maisons étudiantes) et les activités scolaires et parascolaires. Volontairement, Hébert discute peu des activités sportives (où pourtant se développe souvent une appartenance forte) et s'intéresse superficiellement à ce qui se passe dans les lieux (officiels ou non : voir les restaurants et les cafés autour du Quartier latin) de rencontre. Il aurait pu sembler pertinent pourtant de lire la constitution d'une culture jeune dans l'adoption de normes vestimentaires ou de codes de conduite particuliers. Les journaux et les archives formant la base de sa documentation, c'est davantage les écrits des journalistes en herbe et les déclarations ou actions des associations étudiantes qu'elle mobilise dans son analyse. Elle dégage un riche matériau d'opinions qui évolue au cours du temps. Les étudiants, qui étaient au tournant

du xx^e siècle « l'élite de demain », deviennent, en fin de parcours, un groupe de pression. Considérés comme des enfants, ils parviennent progressivement à obtenir certains droits associés au monde adulte : d'association, de revendication, de grève, de vote (avec l'abaissement, au niveau provincial, de l'âge des électeurs de 21 à 18 ans), etc. Le traitement que leur réservait le collègue (*in loco parentis*) cède devant un respect proprement universitaire. Plus nombreux et associés à l'idéologie techno-scientifique qui s'impose à la fin des années 1950, ils profitent d'une reconnaissance nouvelle.

Karine Hubert examine avec beaucoup de finesse le cas des étudiantes (appelées non sans condescendance poutchinettes chez les francophones et *co-eds* chez les anglophones). Elle décrit bien leurs luttes pour être reconnues comme des membres à part entière de la communauté universitaire. C'est, certes, l'une des tensions majeures qui agitent le milieu de l'enseignement supérieur. Toutefois, n'aurait-il pas fallu aussi dresser certaines nuances entre le discours tenu par les gens provenant des secteurs plus techniques (génie, HÉC, etc.) et ceux inscrits dans des secteurs moins professionnalisés (sciences sociales, philosophie, etc.)? Ce que montrent la présidence et vice-présidence de l'AGÉUM, c'est que les étudiants de médecine, de pharmacie et de chirurgie dentaire investissent majoritairement l'association au début du siècle, avant de céder la place à des gens venus du droit et des sciences humaines. Ce scénario est vrai du *Quartier latin* et d'autres lieux de regroupement étudiant. Il me semble qu'il y a là un développement central, qui aurait mérité d'être analysé en soi, puisqu'il influence en profondeur l'idée que les étudiants se font de l'université. À l'évidence, pour des motifs qui tiennent à leur formation professionnelle même, la vision de la société des gens de médecine n'est pas la même que celle des gens en droit ou en philosophie.

En braquant son regard sur les étudiants, en épiluchant les journaux universitaires et en scrutant les archives à la loupe, Karine Hébert dresse un portrait stimulant. Depuis Nicole Neatby, aucune

monographie n'avait été réalisée sur le sujet pour la période qui précède la Révolution tranquille. Si, à mon avis, les sources utilisées paraissent parfois trop exclusivement étudiantes et rhétoriques (d'une part, les étudiants sont saisis en vase clos et, d'autre part, l'histoire sociale a été délaissée au profit de l'analyse du discours), il n'en demeure pas moins qu'*Impatient d'être soi-même* représente une excellente contribution à la littérature qui porte sur les étudiants au Québec. La longueur de la période couverte et l'ambition de mettre en contraste les universités de Montréal et de McGill obligeaient à faire des choix. Ce qu'il nous est donné de lire s'impose comme étant à la fois original et rigoureux. Grâce à cet ouvrage solide, Karine Hébert nous offre une occasion de réfléchir sur le destin des communautés étudiantes qui fait progresser nos analyses.

— Jean-Philippe Warren

Département de sociologie et d'anthropologie

Université Concordia

Marine Lefèvre. *Charles de Gaulle : du Canada français au Québec*. Montréal, Leméac, 2007. 199 p.

Prononcé il y a déjà plus de 40 ans, le « Vive le Québec libre! » de Charles de Gaulle continue de se répercuter. Le dernier écho remonte à la visite du président français Nicolas Sarkozy à Québec en 2008, où certains de ses commentaires suggéraient une rupture avec la politique québécoise du général. L'essai de Marine Lefèvre, *Charles de Gaulle : du Canada français au Québec*, qui est basé sur le mémoire de maîtrise de l'auteure, sonde les origines et l'évolution de cette politique québécoise. L'auteure y examine comment de Gaulle qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, considérait le Canada comme « une réussite d'intégration de deux communautés », est devenu un partisan avoué de l'autodétermination du Québec et un critique de la structure fédérale du Canada. Lefèvre veut situer cette « rupture » dans l'évolution des relations d'après-guerre de la France